

25 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande, Président de la République, avec TF1 le 25 juin 2013, sur la construction européenne.

VALERIE NATAF : « Monsieur le Président en ce moment l'humeur du temps c'est plutôt haro sur l'Europe et, vous, vous lancez une offensive européenne pour plus d'Europe et moins de chômage. Êtes-vous à contretemps ? »

LE PRÉSIDENT : « Nous avons besoin de l'Europe. Tout simplement parce que celle est aujourd'hui en récession et qu'il doit y avoir une initiative de croissance qui doit être prise au bon niveau. Comment faire ?

D'abord desserrer les contraintes et les politiques d'austérité. Nous avons commencé à convaincre la Commission européenne, pas simplement pour la France mais pour plusieurs pays dont l'Espagne et le Portugal par exemple.

Deuxième idée, faire appliquer le pacte de croissance que j'ai moi-même fait adopter il y a un an qui n'est pas encore complètement mis en œuvre et exécuté. J'y veillerai notamment au prochain Conseil européen.

Troisième idée, les banques doivent prêter davantage aux PME. Il existe une Banque européenne d'investissement. Elle va donc être chargée d'accompagner les banques françaises et notamment la Banque publique d'investissement pour financer les petites et moyennes entreprises.

Dernière idée qui est la plus importante à mes yeux, l'emploi des jeunes. Il y a 6 milliards d'euros qui ont été dégagés dans le budget européen. Je veux que ce soit mis en œuvre pour la fin d'année ou le début de l'année prochaine car cela ne peut plus attendre.

L'Europe, on voit quand elle peut freiner et cela a des conséquences. On voit quand elle peut imposer des politiques et cela peut être parfois l'austérité. On voit aussi qu'on peut lui donner une autre orientation et c'est ce que j'ai engagé depuis plusieurs mois et qui commence à porter ses fruits. »

VALERIE NATAF : « Justement, pour bon nombre de Français, on a l'impression que l'Europe, c'est synonyme d'austérité, de sacrifices. Quand vous dites compétitivité, beaucoup de Français entendent sacrifices, contraintes. Comment pouvez-vous donner envie de plus d'Europe ? »

LE PRÉSIDENT : « L'Europe, c'est ce qui nous permet de regarder devant. Après cela dépend quelle politique est conduite. Car si on prend des politiques d'austérité, ce n'est pas regarder devant, c'est derrière. Il est normal que l'Europe puisse nous imposer des règles. Nous sommes ensemble et il est normal que nous puissions nous désendetter, mettre de l'ordre dans nos finances publiques. Nous l'avons accepté. Nous l'avons accepté car c'est l'intérêt de la France et parce que c'est l'intérêt de l'Europe.

Mais l'Europe doit donner une impulsion nouvelle. C'est la raison pour laquelle, avec Madame MERKEL, cela n'a pas été si simple. Nous avons signé un accord qui nous permet de dire : voilà, pour les prochains mois, plus de crédits pour les PME, plus d'emplois pour les jeunes, moins d'austérité pour les pays qui sont les plus touchés par la crise. »

VALERIE NATAF : « Justement, une partie de notre avenir, la lutte contre le chômage des jeunes se joue en Europe. Comment pouvez-vous expliquer cela ? Est-ce que pour nous enfin, les Français, l'Europe va changer quelque chose à notre quotidien ? »

LE PRÉSIDENT : « L'Europe fait parfois beaucoup sans qu'elle dise ce qu'elle fait. D'ailleurs, c'est une façon pour les pays et pour les États de dire « regardez ce que nous avons réalisé » alors que c'est l'Europe qui la financé. Je vais prendre un exemple : nous allons obtenir de l'Europe quelle nous accompagne pour le plan Campus, le plan pour les universités, 1 milliard d'euros. J'ai

également obtenu que l'Europe nous accompagne pour les hôpitaux, pour les rénover, pour les construire, lorsqu'il y a besoin de le faire, ou pour les étendre lorsque c'est nécessaire et c'est nécessaire ! 1 milliard de euros va être dégagé dans les prochains mois.

L'Europe convient qu'elle puisse impulser des politiques et c'est ce que j'avais expliqué à mes amis européens : l'Europe ne peut pas être identifiée à l'austérité. Si elle est identifiée à ce qui punit, à ce qui empêche, à ce qui entrave, alors il y aura cette rupture que l'on constate aujourd'hui entre les citoyens et l'Europe. Mais si l'Europe est regardée comme protégeant, accélérant, innovant et investissant alors les Français comme tous les Européens, auront de nouveau la tête tournée vers l'Europe. »

VALERIE NATAF : « Est-ce que c'est un rêve ? Vous aviez parlé de réenchanter le rêve français. Faut-il aujourd'hui réenchanter le rêve européen ? »

LE PRÉSIDENT : « Oui. L'Europe a été une grande aventure, pour nos parents, nos grands-parents qui ont réussi par l'Europe à faire la paix. Cela a été une grande aventure pour faire ce grand marché qui fait qu'aujourd'hui tout le monde peut circuler. Cela a été une grande aventure même pour les étudiants qui peuvent se retrouver à faire leurs études dans les universités des principales capitales européennes. Aujourd'hui, cela n'est plus regardé comme une grande aventure mais comme, parfois, une mésaventure quand il s'agit de regarder les politiques d'austérité partout en Europe.

Il est temps, maintenant, de passer à une autre étape. Il y a eu une crise. Cette crise a été violente, cela a été une crise financière, cela a été une crise budgétaire, nous avons inventé des mécanismes nouveaux, des instruments... La crise, de ce point de vue-là, est terminée. Mais il y a une crise économique qui est celle de la récession. Le enjeu pour l'Europe, c'est de montrer quelle peut aider les pays à sortir de la récession ou, en tout cas, de la faible croissance.

Vous évoquez l'emploi des jeunes. Je ne vais pas me permettre de dire : que l'Europe fasse et, nous, on suivra ! Non, c'est à la France de montrer que ce qu'elle fait pour l'emploi des jeunes doit être encore amélioré et amplifié grâce à l'Europe. C'est ce que nous allons faire dès le début de l'année prochaine.